
Budget 2017-2018: Les fausses annonces d'un budget électoral

Montréal, le 30 mars 2017

Malgré ce mirage d'heureuses annonces à saveur environnementale dans le budget 2017 du gouvernement libéral, le Réseau québécois des groupes écologistes déplore que dans les faits le gouvernement n'investira pas tous ces argents dans ce secteur en 2017-2018 et que l'essentiel de leurs annonces environnementales ne prendra éventuellement effet qu'après les élections de 2018, voire après 2022.

Outre ce hypothétique budget non-annuel mais étalé sur 5 ans, le RQGE dénonce surtout l'absence de programmes de soutien à la mission pour les groupes d'action communautaire en environnement, attendu depuis trop longtemps et qui aurait dû être envisagé dans ce contexte de surplus budgétaire, groupes qui, s'ils avaient les ressources pour le faire, auraient été nombreux selon leurs compétences et champs d'actions à mettre en lumière les nombreuses fausses annonces du gouvernement.

La fausse annonce annuelle la plus patente: le gouvernement claironne une flamboyante mais en fait pauvre bonification d'achalandage de 5% du transport collectif, laquelle touchera essentiellement la région de Montréal et quelque peu la région de Québec, et ce en visant 2021-2022 par le biais de plusieurs investissements. Mais en lisant attentivement ce budget annuel, on se rend compte qu'aucun argent n'est prévu en 2017-2018 ni pour le controversé réseau électrique de Montréal (REM), ni pour l'attendu et souhaité prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal, ni pour le Service rapide par bus entre Québec et Lévis en 2017-2018. Par ailleurs pour ces deux derniers projets, le Plan québécois des infrastructures 2017-2027 n'annonce aucun argent avant 2022.

Fait également à retenir, ces investissements de 1,5 milliard de dollars sur cinq ans proviennent de deniers issus de l'occulte fonds des réseaux de transports terrestres (FORT) lequel est financé par le très mal administré et tout aussi occulte Fonds vert qui engrange de l'argent depuis 2006. Donc, aucun nouvel argent investi et encore comme le gouvernement le prétend.

Notons que dans ce même budget 2017-2018, le gouvernement s'engage à développer près d'une dizaine de projets routiers et autoroutiers d'un bout à l'autre du Québec, et ce en y accordant dix fois plus de budget que pour le transport collectif, ce qui est grandement inconséquent quant à la visée de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Un autre exemple de fausse annonce concerne ce poste budgétaire de 70 millions pour la "*promotion des comportements écoresponsables*". Or, une lecture attentive révèle que pour l'année 2017-2018 c'est plutôt 12,9M qui seront accordés à cette rubrique, le reste étant étalé jusqu'en 2022. De plus, l'essentiel de ces argents seront attribués en crédits d'impôts subventionnant à hauteur de 20% le remplacement de 5000 fosses septiques par année. Or, cette mesure ne relève pas du tout d'une promotion de comportements écoresponsables malgré la rubrique qu'on lui attribue dans ce budget, mais d'une aide de conformité réglementaire à laquelle tous et chacun est déjà assujettis.

Alors que le gouvernement cumule les contradictions l'éloignant de ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre et que la promotion des comportements écoresponsables n'est aucunement mise de l'avant, ce budget laisse entendre aux groupes écologistes, ces réels vecteurs de changements en matière de comportements écoresponsables, qu'ils devront attendre pour un soutien cette année, voire même pour 5 ans advenant une réélection des Libéraux.

Soulignons qu'en 2016, aucun programme de soutien à la mission n'ayant été octroyé, la situation de plusieurs groupes devient plus que précaire: certains n'ayant plus de personnel, d'autres contraints à être hébergés par des organismes amis, faute de ressource financière.

Pour terminer, le RQGE dénonce le fait que le gouvernement ne prévoit cette année encore, aucune indexation pour l'ensemble du secteur communautaires, ces agents structurant du tissu social et de la santé environnementale. Le RQGE dénonce également que ce gouvernement nous a présenté en fait un cadre financier électoral, financé à même les fonds publics, avec des promesses hypothétiques plutôt que des prévisions financières annuelles réelles comme il se devait de nous présenter.

Actif depuis 1982, le réseau québécois des groupes écologistes regroupe près de 80 groupes membres à travers la province.

-30-

Contact:

Chantal Levert, coordonnatrice générale Réseau québécois des groupes écologistes
514-587-8194